

24.4.2017

A8-0160/1

**Amendement 1**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Visa 4 bis (nouveau)**

*Proposition de résolution*

*Amendement*

- *vu le fait inhabituel que la déclaration d'assurance de la Cour des comptes comporte deux parties, à savoir*
- a) le contrôle de la fiabilité des comptes et*
  - b) le contrôle de la légalité et de la régularité des opérations sous-jacentes;*

Or. en

**Amendement 2**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 1**

*Proposition de résolution*

1. prend acte des conclusions et des recommandations contenues dans le rapport spécial n° 18/2015 de la Cour des comptes (ci-après "la Cour") intitulé "L'assistance financière aux pays en difficulté";

*Amendement*

1. prend acte des conclusions et des recommandations contenues dans le rapport spécial n° 18/2015 de la Cour des comptes (ci-après "la Cour") intitulé "L'assistance financière aux pays en difficulté"; *estime que ce rapport devrait être intitulé correctement, à savoir "Prêts financiers accordés aux États membres", étant donné que cette "assistance" doit être remboursée avec les intérêts;*

Or. en

**Amendement 3**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 3**

*Proposition de résolution*

3. regrette que la Cour n'ait pas inclus dans le présent rapport tous les États membres qui ont bénéficié *d'une assistance financière* depuis le début de la crise financière, notamment le programme d'aide à la Grèce, afin de faciliter la comparaison;

*Amendement*

3. regrette que la Cour n'ait pas inclus dans le présent rapport tous les États membres qui ont bénéficié *de prêts financiers* depuis le début de la crise financière, notamment le programme d'aide à la Grèce, afin de faciliter la comparaison;

Or. en

**Amendement 4****Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport****Joachim Zeller**Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)**A8-0160/2017****Proposition de résolution****Paragraphe 6***Proposition de résolution*

6. souligne que la Cour a inscrit l'audit sur le très court terme et s'est limitée au scénario concret de *l'assistance financière telle que décidée* par le Conseil, sans tenir compte d'autres solutions possibles aux déséquilibres budgétaires qui faisaient déjà l'objet de débats publics et entre universitaires, comme la mutualisation de la dette souveraine ou l'allègement de la dette;

*Amendement*

6. souligne que la Cour a inscrit l'audit sur le très court terme et s'est limitée au scénario concret de *prêts financiers tels que décidés* par le Conseil, sans tenir compte d'autres solutions possibles aux déséquilibres budgétaires qui faisaient déjà l'objet de débats publics et entre universitaires, comme la mutualisation de la dette souveraine ou l'allègement de la dette; *regrette que la Cour n'ait pas attiré l'attention sur le fait que si les structures de base indispensables à toute nouvelle monnaie avaient existé lorsque l'euro a été introduit (MES, mécanisme de surveillance unique, mécanisme de résolution unique, union bancaire, etc.), elles auraient permis d'éviter à de nombreuses banques de faire faillite par la suite;*

Or. en

**Amendement 5**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 6**

*Proposition de résolution*

6. souligne que la Cour a inscrit l'audit sur le très court terme et s'est limitée au scénario concret de *l'assistance financière telle que décidée* par le Conseil, sans tenir compte d'autres solutions possibles aux déséquilibres budgétaires qui faisaient déjà l'objet de débats publics et entre universitaires, comme la mutualisation de la dette souveraine ou l'allègement de la dette;

*Amendement*

6. souligne que la Cour a inscrit l'audit sur le très court terme et s'est limitée au scénario concret de *prêts financiers tels que décidés* par le Conseil, sans tenir compte d'autres solutions possibles aux déséquilibres budgétaires qui faisaient déjà l'objet de débats publics et entre universitaires, comme la mutualisation de la dette souveraine ou l'allègement de la dette;

Or. en

**Amendement 6**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 7**

*Proposition de résolution*

7. déplore que le rapport mette uniquement l'accent sur la gestion ***de l'assistance*** mais n'analyse pas, ni ne questionne, le contenu du programme ou les conditions négociées pour l'octroi de ***l'assistance financière***;

*Amendement*

7. déplore que le rapport mette uniquement l'accent sur la gestion ***des prêts*** mais n'analyse pas, ni ne questionne, le contenu du programme ou les conditions négociées pour l'octroi de ***prêts financiers***;

Or. en

**Amendement 7**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 9**

*Proposition de résolution*

9. relève que les programmes *d'assistance financière* avaient pour vocation d'aider les pays assistés à faire leur retour sur les marchés financiers, à assainir leurs finances publiques, à rétablir la croissance et à réduire le chômage; regrette que, dans ses conclusions, la Cour n'ait pas analysé en profondeur les résultats des programmes à l'aune de ces objectifs;

*Amendement*

9. relève que les programmes *de prêts financiers – qui doivent tous être remboursés* – avaient pour vocation d'aider les pays assistés à faire leur retour sur les marchés financiers, à assainir leurs finances publiques, à rétablir la croissance et à réduire le chômage; regrette que, dans ses conclusions, la Cour n'ait pas analysé en profondeur les résultats des programmes à l'aune de ces objectifs;

Or. en

**Amendement 8**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 10**

*Proposition de résolution*

10. observe que la Cour a principalement axé ses conclusions sur la Commission en tant que gestionnaire **de l'assistance financière**, mais estime qu'aux fins d'une meilleure compréhension, il aurait fallu accorder une plus grande attention au Fonds monétaire international et à la Banque centrale européenne (BCE), qui ont dans un premier temps épaulé la Commission dans l'élaboration et le suivi des programmes;

*Amendement*

10. observe que la Cour a principalement axé ses conclusions sur la Commission en tant que gestionnaire **des prêts financiers**, mais estime qu'aux fins d'une meilleure compréhension, il aurait fallu accorder une plus grande attention au Fonds monétaire international et à la Banque centrale européenne (BCE), qui ont dans un premier temps épaulé la Commission dans l'élaboration et le suivi des programmes;

Or. en



**Amendement 9****Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport****Joachim Zeller**Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)**A8-0160/2017****Proposition de résolution****Paragraphe 11***Proposition de résolution*

11. partage l'avis de la Commission selon lequel le rôle du Conseil et d'autres partenaires dans l'élaboration et la gestion des programmes est sous-estimé; demande à la Cour et à la Commission d'étudier la pertinence des mesures adoptées par le Conseil, ainsi que le rôle de la BCE, et de déterminer si ces mesures étaient adaptées aux objectifs du programme et ont contribué à la réalisation des objectifs de l'Union, notamment la résorption de la crise économique ainsi que la création d'emplois et de croissance;

*Amendement*

11. partage l'avis de la Commission selon lequel le rôle du Conseil et d'autres partenaires dans l'élaboration et la gestion des programmes est sous-estimé; demande à la Cour et à la Commission d'étudier la pertinence des mesures adoptées par le Conseil, ainsi que le rôle de la BCE, et de déterminer si ces mesures étaient adaptées aux objectifs du programme et ont contribué à la réalisation des objectifs de l'Union, notamment la résorption de la crise économique ainsi que la création d'emplois et de croissance; ***demande également à la Cour et à la Commission d'analyser l'effet, sur tous les pays de la zone euro, de l'absence catastrophique des structures les plus fondamentales de soutien à une nouvelle monnaie, structures qui, après coup et après la faillite de nombreuses banques et la faillite ou la quasi-faillite de plusieurs économies de pays de la zone euro, sont à présent en cours de mise en place, comme le mécanisme de surveillance unique, le mécanisme de résolution unique, le MES, une union bancaire véritable, etc.***

Or. en

**Amendement 10**

**Luke Ming Flanagan**

au nom du groupe GUE/NGL

**Rapport**

**Joachim Zeller**

Décharge 2015: rapports spéciaux de la Cour des comptes  
2016/2208(DEC)

**A8-0160/2017**

**Proposition de résolution**

**Paragraphe 13**

*Proposition de résolution*

13. souligne que certaines réformes évoquées dans les programmes (réforme des marchés du travail) ne peuvent produire des effets en matière de compétitivité qu'à très long terme, alors que les programmes d'assistance **visent principalement** à produire des résultats immédiats et à court terme;

*Amendement*

13. souligne que certaines réformes évoquées dans les programmes (réforme des marchés du travail) ne peuvent produire des effets en matière de compétitivité qu'à très long terme **et que même alors, elles peuvent entraîner une baisse des conditions de travail et des droits des travailleurs**, alors que les programmes d'assistance **ont généralement une vision à plus courte échéance et visent** à produire des résultats immédiats et à court terme;

Or. en